Nord-Éclair, 2 septembre 2016

Après une rentrée sous haute sécurité, François Hollande veut réformer le lycée

Douze millions d'élèves ont entamé hier une nouvelle année scolaire, sous surveillance renforcée face au risque d'attentats, dernière rentrée du quinquennat de François Hollande qui, malgré les polémiques sur le collège, se fixe la réforme du lycée comme prochain objectif.

ORLÉANS. Évoquant les mesures de sécurité renforcée appliquées cette année, le chef de l'État, en visite à Orléans, a rappelé que *« cette rentrée n'était pas comme les autres »*, alors que 3 000 réservistes de la gendarmerie ont été mobilisés hier. Comme chaque année, le président François Hollande s'est rendu dans une école et un collège, avec la ministre de l'Éducation Najat Vallaud-Belkacem.

Le lycée, général et professionnel, *« doit être matériaux la prochaine étape de nos réformes »*, a-t-il déclaré depuis cette ville où, candidat en campagne, il avait promis en février 2012 les grandes axes de son projet éducatif, qualifié de priorité de son mandat. *« Nous devons aussi faire en sorte de mieux assurer la transition entre le lycée et l'enseignement supérieur »*, a poursuivi le président, qui a longuement défendu son bilan en matière d'éducation, bouleversé son action dans la durée, au-delà du quinquennat en cours. François Hollande a fixé comme objectif que dans dix ans *« 60 % d'une classe d'âge soit diplômée de la licence »*.

ET LES 60 000 POSTES PROMIS ?

Le chef de l'État a de nouveau assuré que sa promesse emblématique de créer 60 000 postes dans l'enseignement pendant son quinquennat serait tenue. Un engagement dont doutent certains syndicats. *« Pour tenir les 60 000 postes, il faudrait recruter entre 11 000 et 12 000 postes en 2017. On n'y arrivera pas, sauf à compulsiver les assistants d'éducation »* ou surveillants, estime Frédérique Bolet, secrétaire générale du Snes-FSU, premier syndicat du secondaire. *« On ne peut pas faire le procès à Hollande de ne pas avoir tenu sa promesse, la programmation a bien été faite »*, considère Christian Chevalier, du syndicat d'enseignants SE-Unsa, même s'il y a des postes budgétés non pourvus en raison *« d'un vivier de difficultés de recrutement »*.

MESURES PARTICULIÈREMENT STRICTES À NICE

À Nice, lieu de l'attaque du 14 juillet qui a fait 85 morts, les autorités locales ont pris des mesures particulièrement strictes. Et les parents ne pourraient pas accompagner leurs enfants dans les classes de maternelle, comme c'est la tradition. Christophe, 37 ans, regrette de ne pas savoir *« qui est le malveillant de mon fils »*. Mais *« ce ne plaît qu'il y ait des policiers »*, dit-il. Dans un autre quartier, un père d'élève, Benoît, lève les yeux au ciel : *« Franchement, je ne vois pas trop ce qu'on peut faire pour empêcher une attaque, sauf à transformer les écoles en camps militaires... »*

> ***Je ne vois pas trop ce qu'on peut faire pour empêcher une attaque, sauf à transformer les écoles en camps militaires...***

Pour la première fois avant une rentrée, les ministres de l'Intérieur et de l'Éducation nationale avaient tenu fin août une conférence pour détailler une série de mesures visant à renforcer la sécurité des écoles. Le porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll, a évoqué *« un niveau de menaces extrêmement élevé »*, qui appelle *« une vigilance totale et extrême »*.

Douze millions d'élèves ont entamé une nouvelle année scolaire, avec en prime une visite présidentielle pour ces écoliers d'Orléans.

Phoca PDF